

NOUS, ON PEUT !

JACQUES GÉNÉREUX

NOUS, ON PEUT !

Pourquoi et comment un pays
peut toujours faire ce qu'il veut
face aux marchés,
face aux banques, face aux crises,
face à la BCE, face au FMI...

Préface de Jean-Luc Mélenchon

ÉDITIONS DU SEUIL
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

ISBN 978-2-02-105685-3

© Éditions du Seuil, septembre 2011,
à l'exception de la langue anglaise

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

Remerciements

Ce livre n'aurait jamais pu paraître à temps, sans les trésors d'énergie, de compétence et de disponibilité mobilisés par les salariés du Seuil, pour compenser les éternels retards de l'auteur. Je leur suis d'autant plus redevable que ce n'est pas la première fois, et qu'ils savent pertinemment mon impuissance à leur promettre que c'était la dernière.

Je suis aussi spécialement reconnaissant à Caroline Benoist-Lucy pour avoir assuré une relecture critique intégrale du manuscrit. Le fond et la forme du texte doivent beaucoup à ses compétences, mais je reste évidemment seul responsable du résultat final et de ses insuffisances.

Les éléments programmatiques de ce livre sont directement tirés des nombreux travaux et débats menés en commun avec mes camarades du Parti de gauche. Je salue en particulier tous les militants qui s'investissent dans les réflexions de nos commissions. Je remercie fraternellement Jean-Luc Mélenchon qui, avec sa préface, replace ce modeste ouvrage dans la vaste et enthousiasmante perspective du combat politique que je suis fier de mener à ses côtés.

Enfin, j'ai une dette intellectuelle envers de nombreux économistes qui, dans des échanges écrits ou oraux, ont nourri ma réflexion. Je songe en particulier à Jean-Marie Harribey, François Morin, Dominique Plihon et Jacques Sapir, qui ont bien voulu faire part de leurs propositions et de leurs critiques sur des documents programmatiques du Parti de gauche relatifs aux questions traitées dans ce livre. Il va de soi que les propositions faites ici peuvent être différentes des leurs et n'engagent que leur auteur.

PRÉFACE

Place au peuple !

Le livre de Jacques Généreux nous propose des moyens d’agir pour dénouer le paradoxe du moment politique que nous vivons. Le voici : comment se fait-il que règne une telle résignation quand, à l’évidence, le régime économique dominant est dans l’impasse ? Pourtant, les gens se le disent : « Ce système ne marche pas. » Ils le savent. Ils le constatent parfois chaque jour. D’abord en mesurant les reculs permanents dans leur propre vie sociale. Mais aussi en voyant se dégrader autour d’eux tant de choses qui fonctionnaient si bien il y a peu encore. Nous voici rendus au point où des trains ne circulent pas en automne du fait des feuilles mortes et où des avions ne décollent pas en hiver en raison du froid. Et chacun est révolté en observant le saccage de l’écosystème et la frivolité criminelle des pouvoirs qui laissent faire. Mais ceux-là mêmes qui ont les yeux les mieux ouverts peinent à imaginer que l’on puisse gouverner autrement.

C’est l’ère de la gueule de bois, après une longue période d’envoûtement anesthésique. Tant de gens ont voulu croire au mythe de la mondialisation heureuse ! À présent, le réel tout nu est de retour. Les pauvres se comptent par millions dans les premières économies du monde. Une jeunesse hyper-qualifiée croupit dans le précaire. La catastrophe écologique s’accélère. Et ainsi de suite.

Chacun subit à vif, contraint et forcé, en passant par cette phase de dégrisement qu'est l'indignation. Dorénavant, la tête la plus éloignée de la politique a compris que la cupidité est l'unique valeur qui motive les dominants dans leurs décisions. Dès lors qui peut croire encore que l'intérêt général humain est la somme des intérêts particuliers librement confrontés? Tous sentent que cette façon de faire fonctionner la société mène au chaos.

En effet, le chaos s'avance. La gestion de la crise grecque a montré comment. Certes, on peut comprendre que les banques et les agioteurs de toutes sortes n'aient tenu compte que de leur intérêt à court terme. Le court terme est leur seul horizon. Mais que penser de l'énergie avec laquelle les décideurs politiques se sont entêtés sur des solutions aggravant le mal et propageant la maladie? Quel spectacle consternant de les voir combattre l'incendie avec les allumettes qui l'ont allumé! Comme elle paraît lunaire, dans cette situation, la psalmodie des mantras sur le libre-échange, la concurrence libre et non faussée et sur la bonne allocation des ressources par le marché financier! « Il n'y a pas d'alternative! » : voilà l'opium des chefs. Ici le dogmatisme, la servilité et l'intérêt personnel expliquent certes beaucoup. Mais il y a davantage. C'est un symptôme commun à toutes les périodes de grands bouleversements que cet aveuglement et cette rigidité mentale des dominants. Ils ont le passé dans la peau. Le passé ne veut pas mourir. À maints égards, rien ne déclenche mieux les révolutions. Celle qui vient aura aussi ce détonateur.

Car, heureusement, la vie sera la plus forte. Elle l'a déjà été partout où a été atteinte cette limite imprévisible qui fait se cabrer des multitudes que les importants croyaient pourtant définitivement assommées. Ainsi chacun à leur manière, et à des degrés divers, Argentins, Brésiliens, Boliviens, Équatoriens, Uruguayens, Paraguayens et Vénézuéliens ont changé de cap. Ils ont

tourné la page de « la seule politique possible ». Ils ont expulsé les institutions financières internationales qui prétendaient dire à leur place quelles politiques conduire. Ils ont repris en main les grands leviers du développement économique : monnaie, budget, ressources naturelles, commerce. Et ils s'en portent très bien. L'Argentine est ainsi sortie en un temps record d'une crise de la dette beaucoup plus terrible que celle qu'affronte aujourd'hui la Grèce. Se référer à ces expériences a fait crier à l'exotisme révolutionnaire. Les rieurs rappellent avec boursoufflure que l'Amérique du Sud n'est pas l'Europe. Ce qui ne les empêche nullement, l'instant d'après, d'imposer des remèdes libéraux identiques aux deux endroits. Mais faut-il s'en plaindre ? S'ils généralisent les souffrances et les destructions, ils homogénéisent aussi les répliques. Ainsi les révolutions arabes, en Égypte et en Tunisie, ont-elles montré que les plus grands changements étaient possibles là où d'aucuns les attendaient le moins.

Chaque fois, tout commence par le fait que le peuple se met en mouvement. Sa raison d'agir est d'abord sociale. C'est pour régler les problèmes simples du quotidien, alors qu'aucun décideur ne semble capable de le faire, que le commun des mortels pose la question de savoir qui décide de ce qui doit se faire. Ce n'est pas par hasard que la voix du peuple crie partout des slogans similaires : « Qu'ils s'en aillent tous ! », « Dégage ! », « Nous resterons tant que vous ne serez pas partis ! » La déchéance des tout-puissants incapables est le premier verdict révolutionnaire. Il commence dans l'indignation, il se prolonge dans l'exaspération, il s'exécute dans la rue. Ainsi est posée la question du pouvoir. Et, avec elle, l'exigence démocratique. Aussitôt la citoyenneté est l'objectif autant que le moyen d'action. Les puissants répondent d'abord par des promesses. Le peuple les reçoit comme une confirmation de ses critiques. Mais aussi comme un aveu de l'impuissance de ceux qui parlent au quart de tour mais ne font rien tout

de suite. Telle est la dynamique des révolutions de notre temps. Qu'il est frappant de constater qu'en Bolivie comme en Islande, à Caracas comme à Tunis, le changement constitutionnel est la première revendication commune à tous les secteurs de la société insurgée. Pour autant ces révolutions ne changent les institutions et la hiérarchie des normes aux postes de commande que pour régler des problèmes concrets. Aucune idéologie là-dedans. Juste du sens pratique. Et c'est ainsi, de fil en aiguille, en quelque sorte, que les questions politiques les plus complexes sont résolues sous l'empire de l'intérêt général et du droit de chacun à aider à le discerner. Ainsi vont notre temps et cette nouvelle saison de l'histoire. Les peuples s'assemblent sur les places publiques, nouvelles agoras des révolutions, urbaines, jeunes, scandant des mots d'ordre universalistes. Le peuple est sur la place, place au peuple !

La prochaine révolution française sera citoyenne, elle aussi. Elle soulèvera d'un seul tenant le peuple tout entier, tel qu'il est réellement, sans faire de tri d'origine, de religion ou de genre. Elle amènera ainsi à la lumière de la citoyenneté réelle ce peuple relégué qui permet au pays de fonctionner au quotidien et qui est la clef de son avenir. Elle et non la poignée de gagnants qui gesticulent et moralisent sur le devant de la scène, médiocrates indéboullonnables, traders arrogants, P-DG dorés sur tranche, bouffons à gages. Elle, la belle, parfois la rebelle, que le vocabulaire dominant ne sait même plus nommer. Voici la France à venir que va faire naître la révolution citoyenne. C'est la cohorte innombrable des millions d'ouvriers et employés hautement qualifiés rendus invisibles dans les médias, la culture et l'art ! D'abord réputés disparus des sociétés modernes, ils ne réapparaissent dans le discours dominant que pour être assignés à l'extrême droite. Cette autre France, ce sont ces centaines de milliers de gens bigarrés niés dans leur identité française, relégués et discriminés, que l'on continue à saouler avec d'ineptes discours

sur l'intégration quand ils sont déjà français depuis deux ou trois générations comme moi-même. Cette autre France à venir, ce sont ces millions de personnes aujourd'hui souvent très hautement qualifiées, reléguées dans la précarité et clouées au sol par la peur du lendemain, mises hors d'état de faire des projets. Ces jeunes qui jusqu'à trente-cinq ans n'ont pas connu un seul CDI ni aucun horizon libre du souci de survie individuelle. Cette France regorge d'énergie. C'est la sans-culotterie de notre temps. Elle est disponible pour être l'aile marchante de la conquête des nouveaux horizons de notre siècle. Sciences, techniques, arts, nouvelles frontières de l'espace et de la mer, tout est à portée de main pour notre peuple ! À condition de résister aux injonctions des diafoirus libéraux et de se libérer des chaînes de la résignation. Je reviens donc au livre de Jacques Généreux. Mais ai-je vraiment parlé d'autre chose ?

Le livre de Jacques Généreux fonctionne comme un manuel de gouvernement en période de révolution citoyenne. Il s'agit de démontrer que nous pouvons et savons faire autre chose, autrement. Son premier objectif est d'ancrer nos rêves dans une stratégie réaliste. Parce que si la conviction se répand qu'on peut tout faire aller autrement, cela abrégera les souffrances en poussant le grand nombre à l'action. Dès lors, chemin faisant, sera montré qu'on peut réellement limiter les dégâts qui sont déjà annoncés. Car les serviteurs sans imagination du système en préparent encore. À l'encontre de ce système morbide, nous voulons d'abord créer de la confiance. Pas celle des financiers, mais celle du peuple. Nous en avons besoin pour que tout puisse commencer à neuf. Les moyens d'agir, le moment venu, ne nous manquent pas. Nous sommes la cinquième puissance économique du monde, la deuxième puissance maritime mondiale, la première productivité du travail au monde. Quoi qu'il arrive, du premier matin d'une année au dernier soir de celle-ci, nous

sommes capables de produire très concrètement près de 2 000 milliards d'euros de richesses. Ce livre combat positivement la petite musique mortelle des déclinistes, ces stipendiés, selon qui la France serait trop faible pour vouloir un autre futur. Ceux-là nous mentent pour nous résigner à notre asservissement. La France est puissante. Elle est capable des plus belles avancées culturelles, écologiques, techniques et politiques grâce à son peuple. Encore faut-il qu'elle soit appelée à exprimer son talent au lieu de se voir proposer sans cesse des sacrifices, au demeurant toujours exigés des mêmes et jamais récompensés. Et encore faut-il surtout qu'on cesse de la faire suffoquer dans les compartiments étriqués que fabriquent l'ethnicisme et les jeux croisés des fanatismes religieux. Et, surtout, il faut que cesse le travail de sape qui, sous les divers prétextes de la modernité libérale, détruit la trame même dont est fait le pays.

Car la nature républicaine de l'identité française est incompatible avec le modèle libéral. La République postule le règne des citoyens égaux en droits. Le libéralisme est le nom qui désigne la tyrannie de la concurrence libre et non faussée et le règne de l'oligarchie qui l'anime. La République se construit autour des droits inaliénables des citoyens mais aussi de son État. Le libéralisme l'appauvrit et veut son confinement rabougri. C'est le cœur historique du modèle économique républicain qui est visé. Car, en France, l'État et le service public sont fondateurs de l'essentiel des performances du pays sur le long terme. Qu'il s'agisse d'exploit technique, de potentiel scientifique et même de création culturelle, partout, toujours et depuis si longtemps, l'État est là au point de départ de ce qui compte, et accompagne ce qui se réalise. Mal ou bien, c'est lui le maître des horloges et des grandes pentes d'action. Si lourdement critiquable qu'il soit tant de fois, et quand bien même s'agit-il de le dépasser dans une gestion plus citoyenne du quotidien, du moins est-il sous notre main. Du

moins pouvons-nous vouloir le réformer profondément sans qu'aucune objection de principe ne nous soit opposable. En éradiquant le libéralisme et le productivisme, le pays se ressourcera.

En Europe, la gauche a mis des décennies à se doter d'outils politiques pour ouvrir un autre chemin à l'histoire. Que reste-t-il de cette ambition d'abord si bien avancée? Les sociaux-démocrates, devenus sociaux-libéraux, ont d'abord accompagné l'expansion du capitalisme toxique de notre temps. Puis ils l'ont devancé en organisant eux-mêmes le démantèlement de l'État solidaire qu'ils avaient contribué à construire. Cette logique de soumission n'a pas de bornes. En Grèce, G. Papandréou, président de l'Internationale socialiste et Premier ministre, sans une minute de résistance s'est agenouillé devant les banques, le FMI et la Commission européenne. Les encouragements de tous ses camarades en France, comme dans le reste de l'Europe, valent déclaration de principe et signal donné aux puissants. Le moment venu, le cas échéant, eux aussi baisèrent la main qui frappera leurs peuples. La capitulation sans condition de la Grèce devant l'assaut des banques reproduit celle des députés sociaux-démocrates qui votèrent les crédits de guerre rendant possible la boucherie de la Première Guerre mondiale. G. Papandréou a livré son peuple à une véritable armée d'occupation qui a décidé du sort du pays. Pour le pire. En cédant sans combattre, il a encouragé les prédateurs à s'attaquer aux autres pays. L'Union européenne qui devrait être la solution est devenue le problème. C'est d'elle que part la mécanique odieuse qui soumet les peuples à la finance la plus cupide. L'arsenal des sanctions et des contrôles dorénavant prévu contre les récalcitrants ou les moins zélés souligne le caractère autoritaire de cette nouvelle étape de la construction européenne. Il est urgent de tourner la page.

Il faut venir à l'essentiel. On ne mènera pas une autre politique en France, et surtout une politique de gauche, sans commencer

par s'affranchir du carcan du traité de Lisbonne. Aucun programme sérieux ne saurait contourner ce point. Ceux qui choisissent de rester dans les clous du traité annoncent en même temps ce que sera leur politique sociale, économique, financière et même internationale. Car le traité de Lisbonne et les dispositifs adoptés depuis lors pour encadrer les budgets des États ne laissent aucune ambiguïté sur le sujet. Le libéralisme le plus dogmatique a été institutionnalisé. À l'inverse, qui prétend conduire une autre politique, un tant soit peu écartée du modèle qu'impose autoritairement l'Union européenne, doit dire comment il compte briser l'agression prévisible de la finance et de l'oligarchie. Tout programme de gauche qui contourne la question du rapport de force à construire est une bien mauvaise plaisanterie, promise à très mal tourner. Le temps où une élection pouvait se nourrir de lettres au Père Noël est définitivement révolu. Un froncement de sourcils des agences de notation et tout est perdu. Deux lignes sont possibles alors : céder ou résister. Séduire par des concessions faites par avance, ou annoncer les coups que l'on rendra. Notre stratégie est de résister au premier choc en répliquant coup pour coup. Là où les dirigeants de droite annoncent qu'il faut séduire à la fois les électeurs et les agences de notation, nous annonçons comment nous mettrons la finance au pas. Nous ne menaçons pas. Nous promettons fermement une rude bastonnade à qui agresserait la France. Cette ligne stratégique du Front de gauche est naturellement discutable. Mais elle est cohérente avec le contenu de sa proposition de programme. Notre radicalité ne peut être concrète sans cela. À l'inverse, que valent les programmes dont les propositions, si modérées qu'elles soient, font semblant d'ignorer l'agression annoncée de la finance ? Autrement dit, aucun programme de gauche n'a de valeur s'il n'est articulé avec la stratégie de résistance et d'attaque qui le rend possible. Ce livre décrit les moyens qui nous donnent l'audace de dire : nous, nous pouvons ! Parce que nous, nous savons non seulement quoi faire, mais

PLACE AU PEUPLE !

comment le faire. C'est à cela que contribue le travail de Jacques Généreux.

Nous sommes donc prêts à gouverner autrement dès 2012 si le grand nombre le décide. Le peuple qui occupe les places des villes est notre boussole, raison pour laquelle nous disons qu'il est temps de faire place au peuple ! Et nous reprenons à notre compte la vérité révolutionnaire de Condorcet : « On ferait beaucoup plus de choses si l'on en croyait moins d'impossibles. » Car le pire pour nous, ce ne sera pas la crise. Le pire serait que nous n'arrivions pas à en tirer un monde nouveau.

Jean-Luc Mélenchon

Face à la rengaine de l'impuissance

En ces temps de crises multiples, l'humeur commune semble osciller entre deux sentiments : l'indignation face à l'injustice des sacrifices imposés aux peuples et l'incrédulité quant à la capacité d'un quelconque gouvernement à agir autrement. D'un côté ressurgit la critique du capitalisme et du pouvoir destructeur de la finance, de l'autre survit l'idée que, dans une économie mondialisée, le gouvernement d'un seul pays ne peut de toute façon plus faire grand-chose pour contrer le pouvoir des marchés. Ainsi peuvent coexister l'évidente urgence d'une politique radicalement différente et l'impuissance manifeste à la mettre en œuvre!

Face à la crise déclenchée en 2008 par le capitalisme financier, tout le monde comprend que les États ont sauvé les fauteurs de crise (les banques et les spéculateurs) au lieu de les combattre. Face à la spéculation contre la dette publique de la Grèce, du Portugal, de l'Irlande, etc., tout le monde voit bien que les gouvernements se plient aux exigences des marchés financiers et font payer la facture à leurs travailleurs. Hormis une minorité de profiteurs cyniques et d'oligarques indifférents à l'intérêt général, tout le monde trouve cela révoltant. Mais, au sein de cette majorité indignée, combien croient encore qu'un gouvernement puisse mener vraiment une autre politique? Où trouver le débouché politique aux légitimes protestations populaires, alors que même

les socialistes et les sociaux-démocrates européens se soumettent aux diktats du FMI et de la Commission européenne, adhèrent au culte de la libre concurrence, renoncent à toute rupture avec le capitalisme et avec la funeste liberté des marchés financiers? N'est-ce pas le président de l'Internationale socialiste en personne, M. Papandréou, qui soumet le peuple grec aux exigences des banques et des spéculateurs?

Certes, à l'instar de Die Linke en Allemagne et du Front de gauche en France, quelques nouvelles forces progressistes dessinent une autre perspective. Mais leur voix est marginalisée au profit des grands partis qui se partagent les temps d'antenne avec les gouvernants et une armée d'éditorialistes pour rabâcher la même rengaine de l'impuissance : la mondialisation du capitalisme, le pouvoir de la finance et la compétition internationale sont des réalités indépassables, un état du monde naturel et immuable, face auquel un gouvernement isolé ne peut plus rien ou presque. Même si presque tout le monde convient que le capitalisme et la finance déréglementée sont bien à l'origine des crises à répétition, conservateurs, démocrates chrétiens, libéraux, sociaux-démocrates et une proportion croissante des écologistes s'entendent en Europe pour « faire avec » le système fauteur de crise! On peut éventuellement regretter le temps du progrès social et de l'économie encadrée par des règles ou des institutions publiques; on peut encore déplorer qu'en élisant leurs députés et leurs gouvernements, les citoyens ne puissent plus vraiment choisir leur politique préférée. Mais, nous dit-on, c'est ainsi! Dans un monde en guerre économique permanente, la nécessité d'être compétitif nous contraint à faire « ce que l'on peut pour rester dans la course », à sacrifier des « acquis sociaux trop coûteux » ou des biens publics « au-dessus de nos moyens » et à « travailler plus pour gagner... » moins! Et, en temps de crise, les sacrifices sont forcément plus durs, car les États, déjà contraints par les marchés mondiaux, se retrouvent de surcroît à court d'argent.

Économie politique
vol. 1. Concepts de base et comptabilité nationale
vol. 2. Microéconomie
vol. 3. Macroéconomie
Hachette, « Les Fondamentaux », 1990; 5^e éd., 2008

Enjeux du monde
Panorama de l'économie mondiale
(dir.)
Hachette, 1988

RÉALISATION : PAO ÉDITIONS DU SEUIL
IMPRESSION : IMPRIMERIE FIRMIN-DIDOT AU MESNIL-SUR-L'ESTRÉE (EURE)
DÉPÔT LÉGAL : SEPTEMBRE 2011. N° 105469 (XXXXX)
Imprimé en France